

Bouleversements climatiques

PROTÉGEONS LA TERRE

Les hivers plus doux et les étés de plus en plus chauds et humides, que nous connaissons ces dernières années, sont-ils en phase de devenir la norme pour les années ultérieures? Un peu partout sur le globe, des régions subissent les affres des bouleversements climatiques qui, dans certains cas entraînent la mort. Doit-on y déceler une tendance pour le futur? Doit-on s'inquiéter de la négligence de plusieurs ou encore du non respect de la préservation de l'intégrité des systèmes écologiques par plusieurs pays?

Un nouveau record fut établi en 2001 et il ne figurera pas dans le livre des records Guinness. Du moins, pouvons-nous le croire. Il s'agit, en effet, d'un record de chaleur. L'année qui a pris fin constitue pour une seconde fois la plus chaude selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Paradoxalement, elle s'avéra propice à des pluies extrêmement abondantes ainsi qu'à des sécheresses à divers endroits sur le globe. Les statistiques de l'OMM, compilées depuis 1860, révèlent que la température moyenne à l'échelle du globe s'est accrue de 0,42° C et que l'année 1998 fut la plus chaude. La décennie 1990-2000 compte neuf années de chaleur record. L'OMM souligne que ce réchauffement n'est pas constant. En comparaison avec le XXI^e siècle, la température à l'échelle planétaire a triplé, et ce, depuis 1976. Depuis la fin du phénomène La Niña en 2001, on assiste à un réchauffement des températures.

Des hauts et des bas

Un peu partout sur la planète, des régions ont eu à faire face à des écarts pour le moins surprenants, dont la tempête tropicale Allison qui frappa les États-Unis l'été dernier. Elle a provoqué les pires inondations attribuables à ce genre de phénomène météorologique. Au Canada, on constate une hausse importante du réchauffement

climatique. En effet, l'OMM a enregistré une série de 18 saisons au-dessus des moyennes historiques. En Sibérie centrale et méridionale, le mercure a chuté à -60° C durant deux semaines, provoquant la mort, par hypothermie, de près de 100 personnes. Ce réchauffement a intensifié les sécheresses qui frappent depuis 1998 le Pakistan, l'Iran et l'Afghanistan. Les précipitations y furent alors inférieures de 55 % à la moyenne.



Des protocoles... pour qui?

Triste constat, vous en conviendrez. Aussi, le refus des États-Unis d'entériner le protocole de Kyoto sur les réductions d'émissions de gaz à effet de serre a semé la consternation dans la communauté internationale. Qui plus est, ce pays en est le principal émetteur. Au Canada, les mesures volontaires mises en place en 1995 sous le nom de Programme d'action nationale sur les changements climatiques demeurent très préoccupantes.

Cette volte-face américaine et le manque d'engagement canadien, entre autres, risquent d'avoir des conséquences sur la terre « Globalement, le

changement climatique devrait accroître les menaces sanitaires, particulièrement dans les populations à bas revenu, majoritairement dans les régions tropicales et subtropicales » (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), 1^{er} oct. 01).

En novembre dernier, à Doha, au Qatar, les grands argentiers de ce monde sont arrivés à la conclusion que l'accroissement des échanges mondiaux va aider à combattre la pauvreté. Nous savons bien que tel n'est pas encore le cas. La production d'énergie et la production tout court demeurent et risquent de demeurer fort longtemps, les principaux polluants atmosphériques.

Certains veillent au grain

Pendant ce temps, « il aura fallu huit années de discussions pour que le 14 mars 2000, quarante-six pays et plus de cent mille personnes, issus des cinq continents, signent la Lettre de la Terre, au siège de l'UNESCO*, à Paris. Cette lettre sera entérinée et présentée à l'ONU en l'an 2002 et se verra accorder le même poids que la Déclaration des droits de l'homme. » (Agenda Latino-américain 2001)

Claude Richard

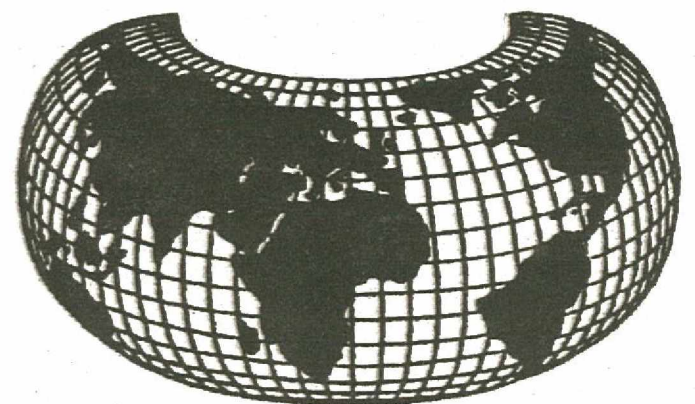
Source : FRANCOEUR, Louis-Gilles. « Chaud, chaud, 2001 », *Le Devoir* déc. 2001, p. A1, A8.

*UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

- SPÉCIAL INTERNATIONAL -

Du pain ou des armes?	P. 2
Afghanistan : quel avenir?	P. 2
Nicaragua : du café et des sourires	P. 3
Pérou : courage au féminin	P. 3
La famille Asper ou le contrôle éditorial	P. 4
Argentine : esclavage économique	P. 4
Comité Jeunes stagiaires du CSI	P. 5
Débat de l'ONU... à Sherbrooke	P. 5
Arrestation injustifiée : recours possible?	P. 6
Colombie : conditions de vie difficiles	P. 6
Chorale des Philippines	P. 8
Lectures : Auteurs chinois et anglais	P. 8

Une terre à protéger... et à aimer



INTÉGRITÉ ÉCOLOGIQUE

Gérer l'usage des ressources renouvelables telles que l'eau, le sol, les produits forestiers et la vie marine de façon à établir un équilibre dans la régénération de ces ressources et à protéger la qualité des écosystèmes.

Gérer l'exploitation et l'usage des ressources non renouvelables telles que les minéraux et les combustibles fossiles de façon à freiner l'épuisement de ces ressources et prévenir les dommages environnementaux résultant d'une mauvaise gestion et d'un usage abusif.

Extrait de *Lettre de la Terre*, Agenda Latino-américain 2001

Ce spécial international a été rendu possible grâce à la collaboration du
Carrefour de Solidarité Internationale



-- ÉDITORIAL --

Aide internationale

DU PAIN OU DES ARMES ?

Les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont bousculé plusieurs certitudes et perspectives de développement tant sur le plan économique que sur les plans sociaux, politiques et... militaires.

Bien que nous reconnaissons la nécessité de lutter contre le terrorisme (encore faudrait-il s'entendre sur ce qu'est le terrorisme...), nous nous questionnons fortement sur les moyens actuels utilisés par les grandes puissances de ce monde.

Source du terrorisme: pauvreté ou « illuminés »???

Plusieurs personnes se sont questionnées sur le pourquoi d'événements comme ceux survenus le 11 septembre. Pour nous la cause principale (mais non exclusive) réside dans les inégalités économiques et sociales persistantes et grandissantes entre pays riches et pauvres et entre pauvres et riches dans les différents pays. D'ailleurs, un nombre important de lauréats du prix Nobel de la paix, réunis à Oslo à l'occasion du centenaire du prix en décembre dernier, ont co-signé un texte sur cette question. Celui-ci souligne que « le danger le plus grave pour la paix mondiale ces prochaines années découlera non pas des actes irrationnels d'États ou d'individus, mais des demandes légitimes des démunis du monde entier » (La Presse, 8 décembre 2001).

Effectivement, la pauvreté est sans contredit la source majeure de conflits violents à travers le monde devenant ainsi la terre propice où pousse les différents mouvements terroristes prenant des masques multiples (religion, libération nationale, révolution prolétarienne, etc.). Si nous identifions la source principale du terrorisme comme étant la pauvreté, ne serait-il pas cohérent de s'attaquer à celle-ci? À force de déclarer que c'est Ben, on vise à nous faire perdre de vue l'essentiel.

Budgets de répression / budgets de solidarité

Lors de la présentation du dernier budget fédéral présenté en décembre dernier, le gouvernement a clairement démontré ses orientations puisqu'il a ajouté plus de 3,9 milliards pour le ministère de la Défense nationale de 1999 à 2006 par rapport à moins de un milliard à l'aide internationale (un peu plus s'il y a un surplus).

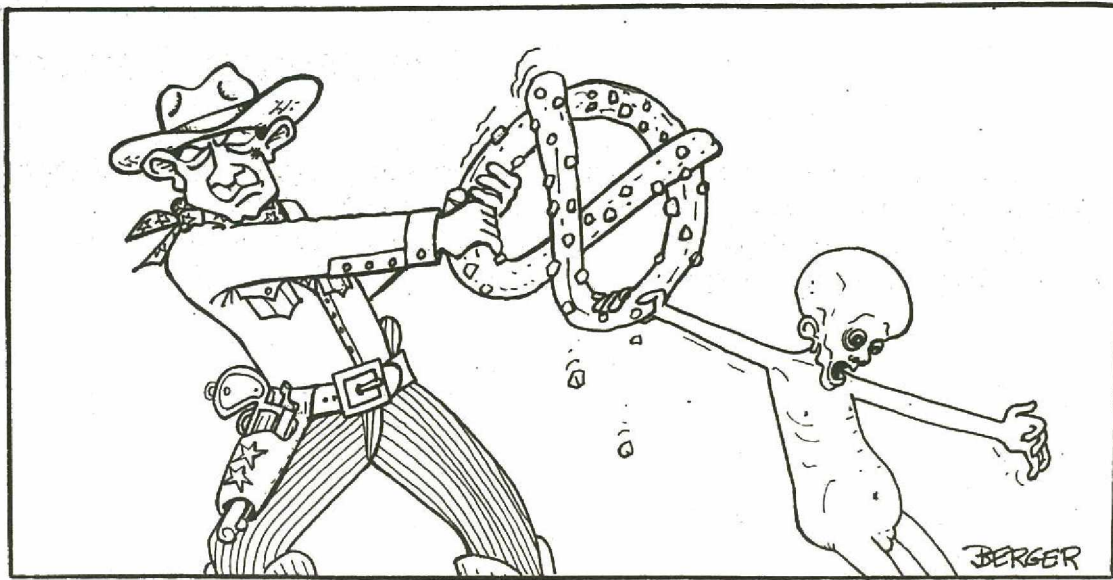
Pourtant, en 1970, l'ONU a fixé à 0,7% du produit national brut (PNB)* l'objectif à atteindre en ce qui concerne l'aide étrangère pour chacun des pays dits développés. En 1992-1993, le Canada a accordé 0,49% du PNB à l'aide étrangère. Cette aide a chuté à 0,26% en 2000-2001 et, selon tout vraisemblance, ce pourcentage diminuera encore cette année. Mais voilà qu'après des années de discours sur la nécessité de se serrer la ceinture (pour la classe moyenne et les plus démunies bien sûr...), voilà que le gouvernement « trouve » les fonds nécessaires pour augmenter les budgets militaires. À bien y penser, il y a beaucoup plus de chance (multipliez par plus de mille...) de mourir par manque de soins adéquats au Canada que de mourir par un acte terroriste... Autre question : à quand un débat public sur la nécessité de maintenir une armée professionnelle au Canada « bouffant » plusieurs milliards ?

Le gouvernement libéral a beau tenir un discours teinté de compassion pour les pays moins favorisés, mais il semble que la réalité soit tout autre !!! Le Canada est bien loin de l'objectif fixé par l'ONU. En effet, il faudrait plus que doubler l'aide internationale accordée actuellement par le Canada pour atteindre cet objectif (de 0,26% à 0,70%). Pourtant, la diminution de la pauvreté par un meilleur partage des richesses devrait être le fondement même de l'aide étrangère canadienne.

Encore une fois, les pressions populaires sur nos élus devront se faire sentir pour que la situation change. À nous de jouer.

L'équipe du journal

* Le PNB est la somme totale que représente l'ensemble des biens produits et services rendus dans un pays donné.



Afghanistan

Avenir... mais quel avenir?

Entrée Libre a rencontré pour vous, Nasima Abibi, originaire de l'Afghanistan et membre de la communauté afghane de Sherbrooke. Nasima habite ici depuis neuf ans avec son époux et ses quatre enfants.

Pour tout dire, la famille Abibi est en exil depuis 13 ans. En effet, la guerre qui sévissait en Afghanistan, lors de l'invasion russe en 88-89, a précipité leur départ. Jugeant qu'il était trop dangereux d'y élever leur famille, les Abibi se sont réfugiés en Inde où ils ont vécu quatre ans.

Depuis que ce pays est sur la sellette, nous avons appris que la population était composée de nombreuses tribus. Nasima nous rappelle qu'avant même le début de la guerre civile, des affrontements tribaux avaient lieu régulièrement. Avec l'arrivée des talibans au pouvoir, cela s'est accentué. Ils ont aboli l'éducation obligatoire à partir de l'âge de sept ans, et ce, dans tous les villages. Ils ont fait de même dans les villes. Aujourd'hui, tout est à refaire.

Selon elle, le pouvoir exercé par un régime islamiste fait regretter à plusieurs le régime républicain du Dr. Nagibullah instauré en 1973. Aujourd'hui,

Nasima regarde son pays et ressent une bien grande tristesse et beaucoup d'inquiétude, surtout pour les enfants. Elle voit bien que son pays est dévasté. Elle s'interroge sur les bombardements américains sur les montagnes afghanes qui tuent beaucoup de civils, mettent en péril la génération future et compromettent la reprise de l'activité agricole au pied des montagnes.

Un peuple courageux

Nasima sait que son peuple est courageux et qu'il s'est relevé souvent dans le passé suite à des guerres ou des sécheresses. Cette fois-ci, elle se demande comment il pourra faire pour reconstruire son pays et s'en sortir.

Nasima Abibi ne sait pas encore si elle peut faire confiance au Comité d'unité nationale provisoire car la situation lui semble trop tendue. Même si elle se réjouit de la présence de deux femmes sur ce comité,



Nasima avec sa mère

Photo : Nasima Abibi

dont Sima Samar*, qui a été nommée ministre de la Condition féminine, elle a peur et dit craindre que les Américains profitent de leur présence en sol afghan pour « prendre » le pays, c'est-à-dire, « s'approprier » les ressources premières dont les pierres précieuses et les mines de cuivre au Nord. Pour cela et pour tout le reste, nous comprenons et partageons son inquiétude.

Louise Daigle

*Sima Samar : Femme héroïque qui, à la barbe des talibans, a mis sur pied écoles et hôpitaux. Elle était de passage au Canada lors qu'elle a appris sa nomination.

Journal communautaire
bimestriel



187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : 821-2270

Courriel : Entre@aide-internét.org

Équipe de rédaction

Carole Archambault
Pierre Beauchesne
Pierre Berger
Geoffroy Bruneau
Normand Gilbert
Marisol Lemay
Claude Richard
Karine Therrien

Mise en page

Louise Daigle

Correction

Marisol Lemay

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Alexandre Badibanga
Chantale Dumont
Jocelyne Lacasse
Isabelle Martin
Mélanie Mercier B.
Sophie Paré-Beauchemin

Éditeur : La Voix Ferrée inc.

Impression : The Record

Distribution :

Publi-Sac Estrie

Poste Publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2002

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François pour l'est.

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec



Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

AVDA membre 2002

RPM médium de COMMUNAUTAIRE



Récit de voyage : Nicaragua

Lors d'un séjour au Nicaragua, en janvier 2001, un groupe de stagiaires en sciences humaines du Collège de Sherbrooke¹ a vécu une expérience qui sort de l'ordinaire dans un petit coin du Nicaragua un peu hors du monde comme vous le constaterez. Tous les stagiaires ont participé à la cueillette de café organique dans une coopérative de café qui vend sa production à 40 % via un regroupement coopératif qui porte le nom de CECAFE. Ce regroupement exporte son café organique équitable par le biais de Transfair. C'était la deuxième année que nous vivions une telle expérience, mais cette année le prix du café sur le marché conventionnel avait baissé de 11 *cordobas* à 8 *cordobas* ce qui se traduit par une détérioration des termes d'échange et à une baisse de rémunération à n'en pas douter pour environ 60 % de la production de cette coopérative.

Jocelyne Lacasse, responsable du stage

¹ Stage institutionnel fait de concert avec le CSI et financé par l'ACDI



Du café, des visages et des sourires

Du café, des visages et des sourires

Après un voyage de huit heures d'autobus au creux d'un paysage exceptionnel, nous arrivons enfin à destination : Santo Domingo, coopérative de café, à environ 150 km de la frontière du Honduras. Perchée au sommet d'une montagne au bout d'une longue route qui se défile comme un étroit ruban, la petite communauté qui nous a accueillies si chaleureusement vit principalement de la culture du café. Pour différentes raisons, ce mode de vie reflète une réalité difficile répandue en Amérique Latine. De fait, la période des récoltes ne s'étend que sur trois mois. Durant ce temps, tous les membres de la famille, petits et grands, s'affairent à la cueillette des précieux grains.

100 \$ pour trois mois de travail

Un bon cueilleur réussit à ramasser 2 *latas* (une *lata* représente une grosse chaudière) par jour, étant payé 5 *cordobas* par *lata* (1 dollar canadien = environ 8 *cordobas*). Après un rapide calcul, nous pouvons constater qu'une personne tire un revenu d'environ 100 \$ pour ces trois mois de travail. Étant donné que le reste de l'année sert à la préparation des champs et à quelques autres tâches non rémunérées, nous pouvons déduire que ce

revenu représente leur principale entrée d'argent pour l'année. De plus, le manque de ressources de cette communauté rend la tâche encore plus ardue : matériel désuet, accès à l'eau limité, manque de terres facilement cultivables (les champs se situent dans les pentes des montagnes), absence de véhicules et de routes pour accéder aux plantations, etc. Pour ajouter aux obstacles de ces cultivateurs, le prix du café varie selon les marchés mondiaux, ce qui crée une instabilité défavorable à un quelconque développement réel.

Quitter la région pour s'instruire...

Un autre aspect qui nous a marquées est l'accessibilité à l'éducation pour les enfants de cette population. En effet, après l'école primaire, les élèves doivent se rendre à Tepalneca, la ville voisine, s'ils veulent poursuivre leurs études secondaires et universitaires. Pour s'y rendre, ils doivent marcher durant environ 2 heures ou encore payer 6 *cordobas* pour un aller d'autobus. Pour toutes ces raisons, l'exode rural représente une solution pour bon nombre de Nicaraguayens de cette région, qui quittent leurs patelins en quête de meilleures chances de s'épanouir.

Malgré l'extrême pauvreté qui sévit à Santo Domingo, on nous a reçues d'une manière inoubliable : une panoplie d'enfants vêtus de haillons se précipitant vers nous avec un sourire des plus merveilleux, des habitants au regard curieux, semblant nous inviter timidement à aller les rejoindre, des *mariachis* (musiciens : joueurs de guitare et chanteurs) nous invitant de toute part à aller les écouter, dans ce lieu où les concerts représentent un des seuls divertissements vu l'absence d'électricité.

Sur le plan personnel, ces quatre jours en montagne nous ont profondément émues. Le souvenir de ces visages, de ces regards et de ces sourires resteront gravés à jamais dans nos coeurs.

Isabelle Martin
Sophie Paré-Beauchemin
Lisanne Tremblay

Source : CSI-Informe printemps 2001 - vol. 6 n° 1



Image de la pauvreté au Pérou

En Amérique comme ailleurs

Les femmes sont encore les premières victimes de la pauvreté

Malgré le lourd destin qui traîne durement sa vie, Martha Uculmana, une mère de famille péruvienne est un symbole de courage et d'entrain.

Bien qu'à tous les égards, le Pérou, son pays natal, la pousse quotidiennement dans la pauvreté, madame Uculmana ne sombre pas dans l'inaction. À l'instar du livre *Le vieil homme et la mer*, elle affiche une détermination et un espoir à toute épreuve.

Elle a vécu avec ses quatre enfants dans la maison paternelle située dans la 2^e zone de

Collique, jusqu'à ce qu'elle réalise que l'espace devenait de plus en plus restreint. « Mais, je n'avais pas le choix, la maison familiale était trop petite, il fallait que je reloge ma famille. »

Le seul endroit qu'elle a trouvé est la 8^e zone de Collique, un des endroits les plus durs que l'on puisse imaginer. Les petites cabanes se dressent tant

bien que mal à flanc d'une vaste montagne rocailleuse et sablonneuse. Un groupe de 10 personnes dont elle faisait partie a occupé les lieux. Ensuite, les nouveaux arrivants ont pressé les autorités municipales à ouvrir le chemin et à amener le courant électrique. Aujourd'hui, la 8^e zone de Collique est occupée par des gens comme Martha; des gens dont le passé et le présent sont fortement marqués par une seule réalité : la pauvreté.

Un peu d'eau et d'électricité

Heureusement, une organisation non gouvernementale étrangère a construit des réservoirs d'eau devant chaque maison, aucune comparaison

avec les réservoirs d'eau du Québec; ce sont plutôt des réservoirs en bloc de ciment d'environ 1m par 1m 50. Un camion de la municipalité passe tous les quinze jours pour la distribution de 240 litres d'eau par maison. Cela coûte 10 *soles* (environ 4 \$). Mais, pendant la campagne électorale présidentielle du mois de mai 2000, au 2^e tour des élections, les familles ont eu droit à une réduction de 4 *soles*. « En plus de payer l'eau, je dois déboursier chaque mois 30 *soles* pour l'électricité. » nous confie-t-elle.

Au Pérou, au Nicaragua, en Indonésie et ailleurs dans le Sud, ce sont d'abord les fem-

mes qui affrontent tous les jours la pauvreté. Je me demande ce que représente, pour elles, le Sommet des Amériques.

Bien que les souvenirs de petites cabanes péruviennes qui laissent passer la poussière le jour et le froid la nuit me hantent fréquemment, mon espoir n'est pas pour autant dilué. Je sais que le Carrefour de solidarité internationale appuie les femmes de Collique. Ses nombreuses actions au Pérou activent la solidarité et atténuent vraiment les effets de la pauvreté.

Alexandre Badibanga

Source : CSI-Informe printemps 2001 - vol. 6 n° 1



-- MÉDIAS --

Dérive dans la presse écrite!

La décision du conglomérat *CanWest Global Communications*, propriété de la famille Asper de Winnipeg, d'imposer un éditorial unique à ses 14 journaux, dont *The Gazette*, a soulevé un tollé dans le monde journalistique. Qui plus est, dans un an, ce n'est pas un, mais trois éditoriaux par semaine qui leurs seront ainsi imposés. Le premier papier de M. David Asper invitait le gouvernement fédéral à diminuer l'imposition des gains en capital des fondations privées. Ironie du sort, les Asper gèrent ce type de fondation.

Réactions en sol québécois

Les journalistes à l'emploi du journal *The Gazette* ont été menacés de poursuites judiciaires de la part de leur employeur pour avoir, selon l'entreprise, divulgué de l'information confidentielle. En effet, ces journalistes ont manifesté leur désaccord en refusant de signer leurs textes pendant deux jours. Ils ont aussi fait circuler une pétition et inauguré un site Internet. En agissant de la sorte, ils ont simplement voulu dénoncer au grand jour un exemple flagrant de contrôle de l'« establishment » sur l'information.

Le 17 décembre dernier, Paul Cauchon, journaliste au quotidien *Le Devoir*, nous faisait part de l'état de frustration de M. Asper : « Depuis quand leur droit à la libre expression est plus grand que celui de n'importe qui d'autre ». M. Asper peut s'exprimer autant qu'il le veut, mais, pour ce faire, il n'a pas à bâillonner le travail de 14 équipes éditoriales.

Rappelons qu'un éditorial reflète la direction d'un journal par rapport à un événement. Il donne une couleur particulière à un point de vue. La variété des points de vue favorise les débats et les échanges d'idées. En agissant ainsi, M. David Asper brime la liberté d'expression des équipes éditoriales de ses différents journaux.

Scepticisme de monsieur Dubuc

Mais il y a toujours des sceptiques. M. Jean-Guy Dubuc du quotidien *La Tribune* affirmait dans son éditorial du 20 décembre 2001 que : « Ce n'est pas à cause de la concentration que CanWest pose des gestes abusifs mais seulement à cause de la famille Asper, propriétaire ». M. Dubuc craindrait-il les foudres de ses supérieurs chez Gesca ? M. Dubuc ignorait-il que, la journée précédente, l'Assemblée nationale avait adopté unanimement une motion à l'égard de la qualité et de la diversité de l'information? Cette motion fait partie des recommandations contenues dans le rapport de la Commission de la culture portant sur la concentration de la presse publié en novembre 2001. Selon eux, « un tel engagement devrait maintenir et préserver le caractère original et l'autonomie de son quotidien au Québec *The Gazette* » (*La Presse*, le 20 décembre 2001).

Dans la demande de M. Asper, les parlementaires et le CRÉMI y voient de la concentration; M. Dubuc n'y voit « qu'une défense mal dissimulée d'intérêts personnels ». Lesquels je vous le demande? L'imposition d'éditoriaux uniques à 14 journaux constitue une atteinte à la qualité et à la diversité de l'information, atteinte que permet une concentration de la presse. Si M. Dubuc ne veut pas le reconnaître, je veux bien qu'on m'appelle Jean-Guy...

Claude Richard, CRÉMI

« PEUPLE DE L'ARGENTINE À GENOUX, ATTENDS LA POTENCE! »

Une fois de plus, l'Amérique du Sud subit une instabilité sociale et politique sans précédent. En fait, il s'agit de l'Argentine, pays qui possède toutes les ressources (matières premières, éducation supérieure, main-d'oeuvre qualifiée) pour se donner un État démocratique soucieux de la collectivité. Malgré cela, nous devons nous rendre à l'évidence que l'Argentine, comme la majorité des pays d'Amérique du Sud, est victime de la doctrine américaine Monroe (ancien président) : « l'Amérique aux Américains ».

Cette doctrine détermine depuis plus d'un siècle la politique américaine vis-à-vis ces pays de l'hémisphère sud qui ne sont rien de moins que leur jardin où ils peuvent y retirer, à des coûts avantageux, toutes les ressources naturelles voulues. La recette est simple : tout d'abord, installer au pouvoir un gouvernement qui défendra les intérêts financiers des multinationales américaines et, par la suite, pour y arriver, utiliser tous les moyens envisageables (assassinats politiques, trucage d'élections, coup d'État, etc.).

Un peu d'histoire...

Un retour dans l'histoire va nous aider à mieux saisir la situation actuelle. En 1989, le peuple argentin « élira » (appuyé par Washington) le gouvernement péroniste ultra libéral de Carlos Menem qui va créer, en collaboration étroite avec le FMI¹, un nouveau modèle économique basé sur la libre-entreprise. Avec l'aide des capitalistes occidentaux, l'Argentine privatisera toutes ses entreprises publiques, éliminera les législations du travail et toutes les entraves aux commerces importateurs étrangers. Également, le FMI obligera l'Argentine à rembourser ses dettes astronomiques. Le problème, c'est que le gouvernement ne dispose pas suffisamment de capitaux. Il devra emprunter pour payer les intérêts. Afin de relancer l'économie nationale, il installera un système de parité dollar-peso qui permet de faire croire aux Argentins que les pesos équivalent au dollar américain (1 dollar, 1 peso). En fait, la parité a eu pour conséquence de faire bondir les prix des pro-

duits locaux (le capital en peso nécessite beaucoup plus de fonds à cause de la force du dollar), d'écraser le marché exportateur et de favoriser l'arrivée des multinationales dans le marché des importations.

Les Argentins floués...

Par exemple, Carlos, un Argentin de Buenos Aires, possède un marché de fruits où il vend une pomme pour 4 pesos et/ou 4 dollars américains.



Rebelles : hiver 2000, no 47

Carlos a un ami, Pedro, qui le fournit en pommes du pays. Pedro utilise des pesos dans ses transactions. Dernièrement, un certain Bob, originaire des États-Unis, envoie par avion des pommes américaines et les vend beaucoup moins chers. Si jamais Carlos est intéressé, il pourra importer de ces pommes à coûts moindres. En homme d'affaires prévoyant, Pedro mettra au chômage tous ses employés et en profitera pour placer son argent dans une banque canadienne, ce qui est bien plus rentable. Ainsi, tous les gens d'affaires adoptent le même réflexe et, les capitaux argentins pour investir dans l'économie nationale, deviennent inexistantes. Les travailleurs exigent des produits alimentaires pour survivre,

Capitale : Buenos Aires
Superficie : 2 776 889 km²
Population : 36 123 000
Langue : espagnol

mais les marchés d'alimentation (offreurs) vendent à des prix très élevés puisque très peu d'entrepreneurs demeurent en Argentine. On peut parler d'une inflation et d'un chômage qui ne cessent d'augmenter combinés à un gouvernement qui va jusqu'à limiter les sommes d'argent que les Argentins peuvent retirer de la banque, justement pour éviter une fuite encore plus grande des capitaux et une inflation plus exagérée.

Une odeur de corruption

Cet épisode tragique est planifié depuis au moins dix ans par les élites corrompues de l'Argentine de concert avec les multinationales américaines et le FMI. Le système de parité dollar-peso n'avait pour but que d'amener la dévaluation de la monnaie nationale (nous le constatons aujourd'hui) et d'écraser l'économie locale. Pendant ce temps, au Canada, « le plus meilleur pays au monde », nous serons maintenus dans l'ignorance et notre gouvernement continuera de nous faire croire que les Argentins sont incapables de gérer leur économie et que nous devons les éduquer en leur imposant notre système capitaliste. Ces bons capitalistes qui ne semblent éprouver aucuns remords à profiter de la misère des peuples ne pourront jamais prévoir (l'économie obéit à des lois telle une machine) la colère, la solidarité et la lutte que le peuple argentin pourrait engager contre cette forme de colonialisme qui le réduira bientôt à n'être qu'un esclave des capitaux étrangers.

Geoffroy Bruneau

¹ Fonds monétaire international, organisme fondé en 1947 et dominé par les argentiers américains ayant pour but d'assurer la sécurité économique mondiale dans les échanges commerciaux

CRÉMI

Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

TOUS LES MERCREDIS
FORMATION D'INITIATION
À INTERNET

C'EST
GRATUIT!

TOUS LES MARDIS
ACCÈS À INTERNET

Pour réservation : 346-0101

LA TABLE RONDE DES
O.V.E.P.
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Téléphone : (819) 566-2727
Fax : (819) 566-2664

Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir



Québec sans frontières

UNE CLÉ SUR LE MONDE

De plus en plus de jeunes partent à la découverte du monde. Curieux, à la recherche du voisin et d'eux-mêmes, ils rêvent de dépaysement et de rencontres inédites. Les stages en pays de développement deviennent pour eux une clé sur le monde. Et si, de retour au bercaïl, on leur permettait de découvrir le monde... d'ici?

C'est en fait ce qu'a pensé le Secrétariat international du Québec par l'entremise de son programme Québec sans frontières. Ce dernier permet à des jeunes de 18 à 35 ans de poursuivre leur engagement international et de découvrir d'autres facettes du monde de la coopération en effectuant un stage de travail dans un organisme de coopération internationale (OCI). Ainsi, depuis deux ans, le Québec compte, dans une quinzaine d'organismes, des jeunes tout azimut qui désirent voir l'autre côté de la coopération. Le Carrefour de solidarité internationale (CSI) ne fait pas exception à la règle, accueillant pour la seconde fois un stagiaire OCI.

Le CSI et les jeunes...

Le 31 mars dernier, Guillaume Paul-Limoges, stagiaire OCI au CSI, organisait une journée

retrouvailles des anciens stagiaires outre-mer de l'Estrie. Il est ressorti de ce rassemblement que les jeunes désireux de s'impliquer pourraient le faire par l'entremise d'un comité jeunesse. De là est né le Comité Jeunesse Internationale de l'Estrie, le *Cojité*.

Aujourd'hui, en tant que nouvelle stagiaire OCI, je participe à la mise en place du *Cojité* et fait le lien entre ce dernier et le CSI. Ce mandat est pour moi une façon de continuer l'expérience outre-mer, puisque les connaissances acquises à l'étranger prennent une toute nouvelle dimension lorsqu'elles sont partagées. Un stage en coopération internationale n'est pas un voyage comme les autres. Il nécessite une préparation, une ouverture d'esprit, un goût du défi et de l'aventure. Des stagiaires pleins de rêves,

il en passe au CSI. Par l'entremise d'un volet jeunesse fort, nous souhaitons les sensibiliser au fait que les notions acquises lors du stage outre-mer sont une source incroyable d'apprentissage et qu'ils peuvent contribuer, par leur implication, à changer le monde, petit à petit!

En tant que stagiaire OCI, j'apprends tous les jours une foule de choses tant sur le plan de la coopération internationale que régionale. Après avoir souhaité découvrir le monde, je m'adonne au plaisir d'explorer d'autres facettes, celles de mon milieu. Peut-être vous semblent-elles moins téméraires, mais elles sont tout aussi nobles. Que ce soit par l'intégration d'anciens stagiaires aux activités du *Cojité*, à la préparation de formations pré-départ pour des participants ou à la sensibilisation du public à la solidarité internationale, j'apprends à voir la coopération sous un autre angle. C'est pour moi une façon de garder toujours en mémoire ce temps passé dans un village du Sénégal ou cet autre à regarder les enfants courir dans un bidonville de Bolivie; une façon de poursuivre mon expérience, une expérience sans frontières.

Chantale Dumont
Stagiaire OCI, CSI



Regards de jeunes stagiaires OCI de l'autre côté de la coopération... Photo: CSI

Les jeunes s'impliquent concrètement

Du nouveau pour les jeunes en matière de solidarité internationale: le Comité Jeunesse Internationale de l'Estrie (*Cojité*), né d'une journée de retrouvailles le 31 mars 2001 qui a mobilisé près d'une centaine d'anciens et de nouveaux stagiaires ainsi que plusieurs personnes-ressources. Douze jeunes ont été mandatés pour initier des actions en regard des suggestions et demandes des stagiaires. Depuis, ils travaillent avec l'appui du CSI à la mise sur pied d'une association qui rejoindrait la population et les jeunes intéressés à la solidarité internationale.

En Estrie seulement, des centaines de jeunes vivent chaque année une expérience de solidarité internationale et plusieurs autres s'inscrivent dans des actions en ce sens. Il s'agit là d'un bassin extraordinaire de connaissances et de ressources pour la communauté. Le *Cojité* croit qu'il est non seulement intéressant mais primordial que ces jeunes puissent faire profiter la communauté de leurs acquis.

Avec l'approbation du conseil d'administration du CSI, il s'est créé ce qui a été nommé: Le Comité jeunesse du CSI. Il s'est inscrit au sein des acti-

tivités du CSI. Le comité poursuit quatre grands objectifs: 1. Développer des mécanismes d'intégration des anciens stagiaires au sein d'activités de solidarité internationale; 2. Mobiliser les stagiaires autour d'activités éducatives auprès des jeunes de la région de l'Estrie; 3. Sensibiliser la jeunesse régionale aux enjeux du développement international et à la valeur des stages de solidarité internationale; 4. Sensibiliser la population estrienne à l'apport des stagiaires de la région.

Le comité fonctionne de façon démocratique. Depuis sa

création, il initie des actions afin de répondre au mandat qui lui a été confié. La concrétisation de la vision et des actions du Comité jeunesse du CSI demandait une existence plus officielle. Il a procédé à son enregistrement où il est devenu le *Cojité*. Depuis le 12 décembre 2001, il est membre du CSI. Une des personnes fondatrices a également été élue au conseil d'administration afin d'assurer une juste représentation de l'implication des jeunes dans le domaine de la solidarité internationale au sein de l'organisme. À l'image de la fougue

des jeunes qui s'y impliquent corps et âme, le *Cojité* s'est lancé avec succès et à un rythme impressionnant dans le monde de la solidarité internationale.

Si vous désirez être mis au fait des activités, participer à des actions ou appuyer le *Cojité* d'une quelconque façon, communiquer avec Chantale Dumont au (819) 566-8595, poste 23.

Mélanie Mercier B.
Pour le *Cojité*

N.B.: Personnes jeunes, entre 16 et 35 ans

La SODEC soutient les entreprises qui contribuent au rayonnement de la culture partout au Québec.

Société de développement des entreprises culturelles Québec

La culture, une passion qui se développe.



-- VOUS ET VOS DROITS --

Une personne victime d'une arrestation injustifiée a-t-elle un recours?

Faits :

Les faits soumis au Tribunal sont les suivants :

Un policier de la Sûreté municipale faisait enquête au sujet d'un chèque volé et avait demandé à une caisse populaire de le prévenir lorsque tel client se présenterait à son établissement, car il voulait l'interroger.

Entre temps, le client avait été joint par l'enquêteur et il a été démontré qu'il n'était pas impliqué dans l'affaire du chèque volé. Le policier n'avait pas eu le temps de prévenir la caisse. Le client s'est présenté à la caisse populaire et une caissière a déclenché l'alarme. Un policier arriva sur les lieux ignorant la raison pour laquelle il avait été alerté, fouilla le client et l'amena au poste de police.

Le client poursuit en dommages-intérêts la caisse populaire qu'il rend responsable de son arrestation injustifiée.

Question:

Pensez-vous que la caisse populaire est responsable de cet incident?

Décision :

L'action fut accueillie et la caisse populaire condamnée à payer 2 000 \$.

Motifs :

Le directeur-adjoint de la caisse n'avait pas informé les caissières des raisons pour lesquelles elles devaient aviser la police. En agissant ainsi, il a commis une faute et risquait de causer un préjudice considérable à son client.

L'ensemble des gestes des employés de la caisse démontre une attitude d'insouciance inexcusable quant à la réputation du client.

L'humiliation et l'injure subies par le client dans un endroit public devant une trentaine de personnes justifient de lui accorder des dommages pour atteinte à la réputation.

L'attitude des employés de la caisse a induit en erreur le policier qui a arrêté injustement le client.

Micheline Plante, avocate

Bureau d'aide juridique de Sherbrooke (819) 563-6122

Vendredi, 1^{er} mars 2002

Les Nations Unies en Estrie

Depuis 25 ans, le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke (CSI) oeuvre, dans la région des Cantons-de-l'Est, pour une meilleure connaissance des réalités des pays en développement et pour une implication active du public estrien dans ses diverses activités de sensibilisation. C'est dans le cadre des activités régionales inscrites à la programmation des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) que la Simulation de l'Assemblée générale des Nations Unies a été organisée, pour la première fois, il y a quatre ans.

Fort du succès obtenu, le Carrefour de solidarité internationale prépare aujourd'hui sa 4^e édition. Celle-ci promet avec un nombre important de participants et le soutien actif des étudiants et du personnel du département d'Histoire et de Sciences politiques de l'Université de Sherbrooke. En effet, la Simulation regroupera, cette année, près de 120 élèves provenant de diverses écoles secondaires de la région qui débattront sur le thème d'une consommation responsable : l'eau, l'alimentation et le commerce équitable.

Avant les grands débats...

Avant la journée de la Simulation, qui se tiendra le vendredi 1^{er} mars 2002, les élèves reçoivent toute une série de formation. En effet, les étudiants du département d'Histoire et de Sciences politiques leur dresseront un portrait des Nations Unies : l'historique, les différents organes, la mission, le pouvoir décisionnel, le protocole qui entoure cette grande organisation internationale; en plus de les guider à travers leurs recherches sur les thèmes choisis cette année. Pour ajouter du réalisme au débat, les élèves, en équipe de deux, représentent un pays qui leur est attribué et défendent ses intérêts. Cette autre recherche

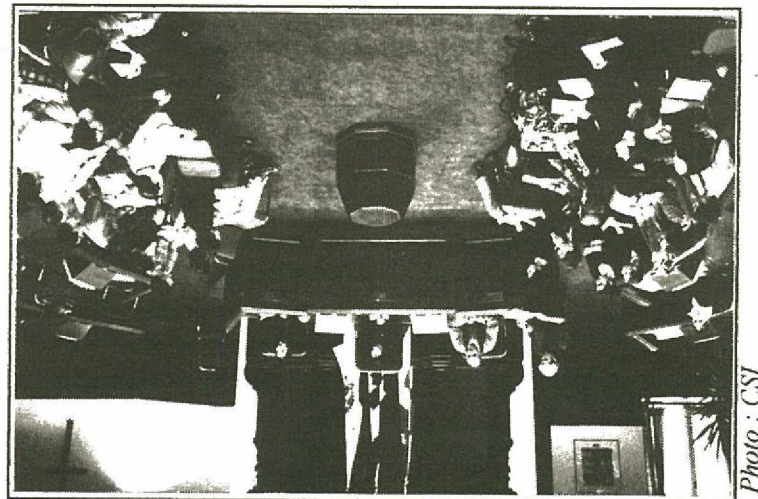


Photo : CSI

Débat se déroulant dans le décorum de l'Hôtel de ville

che permet à chacun de découvrir des us et coutumes parfois bien différents!

Bien que la Simulation de l'Assemblée générale des Nations unies soit une charge de travail plus qu'impressionnante en dehors des heures de cours, les élèves de 15 à 17 ans et les étudiants de l'Université sont toujours plus nombreux à participer. « Ce qui nous amène à revenir, c'est la qualité des débats. Les élèves proposent des solutions des plus intéressantes et font un travail surprenant! », explique madame Isabelle Lacroix, participante en 1998 en tant qu'étudiante au département d'Histoire et de Sciences politiques et aujourd'hui responsable des étudiants stagiaires qui guideront les élèves.

Le Carrefour de solidarité internationale est fier de cet événement qui, en évoluant d'année en année, répond toujours plus aux besoins de différentes couches de la population. Les élèves apprennent les mécanismes d'une organisation internationale d'envergure, tout en se penchant sur les moeurs et politiques de différents pays; les étudiants de l'Université profitent d'une expérience d'enseignement des plus intéressantes et la population peut suivre les débats. Bref, il s'agit d'une expérience stimulante et enrichissante orchestrée aux couleurs du CSI, couleurs de développement d'apprentissage et de respect des cultures!

Chantale Dumont
Stagiaire OCI, CSI

985, rue Galt ouest,
Sherbrooke
562-5079

Équipement
de bureau
QWERT ltée

SERVICE
(RÉPARATION TOUTES MARQUES)

VENTE
LOCATION

**SMITH
CORONA**

MASSE

Le syndicat des prestataires de
l'assurance-chômage en Estrie

ACTIF DEPUIS 1980

(819) 566-5811(819)

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Membre du MASSE

Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi

2002 : ANNÉE DES MONTAGNES

L'ONU, qui a déclaré 2002 « année des montagnes », dresse le panorama de ces dangers, qui pèsent en priorité, bien que pour des raisons différentes, sur l'Hindou-Kouch en Asie, les Alpes en Europe et les Rocheuses en Amérique du Nord.

- 10 % de la population mondiale, soit 600 millions de personnes habitent les montagnes et les hauts plateaux;
- Les montagnes sont un vaste réservoir d'une riche vie animale et végétale;
- Les montagnes sont une source de plus de la moitié de l'eau douce de la planète;
- 23 des 27 guerres en cours sur la Terre se déroulent dans des zones montagneuses : Afghanistan, Tchétchénie, Cachemire... entraînant pauvreté et désolation;
- Le tourisme de masse est une menace pour l'écologie de la montagne dans les Alpes;
- Le véritable fléau est la déforestation dramatique causée par l'abattage illégal ou commercial et la pratique de la culture sur brûlis.

Source : La Presse, 28 janvier 2002, p. E3



CONDITIONS DE VIE DIFFICILES

En 1948, l'assassinat d'un homme libéral qui combattait l'oligarchie du pays provoqua le soulèvement de la masse populaire en Colombie. Ainsi, plusieurs groupes de guérilla communiste se sont formés et le pays assista à la montée des actes de violence. La Colombie fut alors divisée et les groupes armés s'approprièrent des zones d'auto-défense.

Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) comptent aujourd'hui environ 16 000 combattants et dirigent 60 % du territoire. Il constitue le plus important mouvement contestataire du pays. Un second groupe composé de 5000 hommes, l'Armée de libération nationale (ELN), se fait aussi très influent sur le territoire colombien. Les guérilleros s'opposent, entre autres, à la privatisation de leurs ressources naturelles dont le pétrole. Pour mener leurs guerres, les groupes armés procèdent à des enlèvements contre rançon et imposent des taxes aux populations qui travaillent dans les mines et dans la transformation de la coca. En contrepartie, plus de 300 groupes paramilitaires d'extrême droite appuyés de l'armée et de l'État se sont formés afin d'anéantir les guérilleros et reprendre possession des territoires. Ils saisissent souvent les biens des commerçants et des travailleurs afin que les marchandises ne tombent pas aux mains des guérilleros. Ainsi, même si les combats sont livrés au nom de la liberté et de la démocratie du peuple colombien, ce dernier s'avère trop souvent être l'otage de la guerre civile qui persiste.

Guerre et coca

Par ailleurs, la Colombie est reconnue pour sa production de pâte de coca qui sert dans la transformation de la cocaïne. Les paysans commencent d'abord par cueillir la feuille de coca qui pousse dans les montagnes et une fois amassées, les feuilles sont amenées à une

usine et transformées en pâte. Il s'agit là de la principale occupation de nombreux paysans colombiens.

Les américains disent livrer une guerre sans merci au commerce de la drogue à travers le monde. En effet, leur stratégie a plutôt été efficace dans des pays comme la Bolivie et le Pérou, ce qui a donné lieu à un redéploiement de la culture en Colombie. Ils utilisent, entre autres, des moyens aériens pour déverser des produits chimiques sur tout ce qui ressemble à des plantations de coca, touchant parfois des cultures de bananiers. Mais plusieurs personnes verront derrière les motifs antinarcotiques des américains des moyens détournés pour combattre les groupes d'opposition armés afin de reprendre les territoires contrôlés par les guérilleros.

Avancées et reculs...

Depuis 1998, le président Andrés Pastrana gouverne le pays et tente des dialogues avec les groupes de libération armés. Des avancées ont été accomplies comme l'accord d'une zone démilitarisée. Mais les négociations ne cessent d'être rompues et le pays ne semble pas au bout de confrontations. Des élections présidentielles sont prévues pour l'été prochain. Reste à savoir ce que les candidats auront à proposer aux groupes d'opposition et surtout, ce qu'ils pourront faire pour améliorer les difficiles conditions de vie des populations.

Marisol Lemay

République de Colombie

Capitale : Bogota

Superficie : 1 138 914 km²

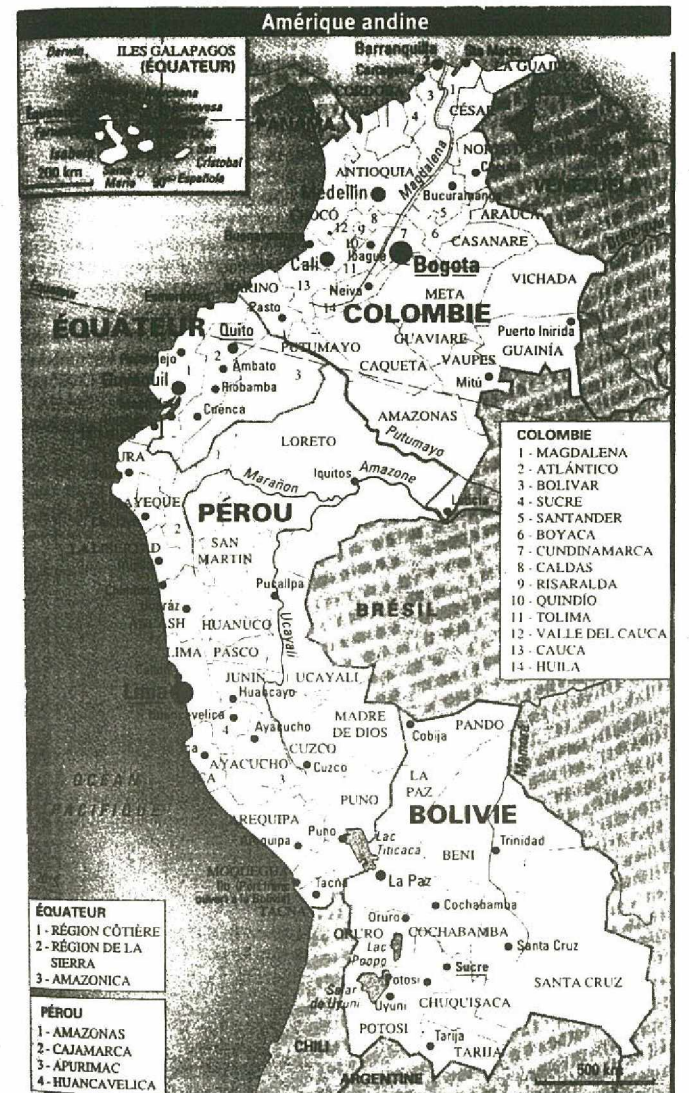
Population : 40 803 000

Langue : espagnol

Monnaie : peso

Hôtes Internet (0/000 hab.) : 9, 81

Territoires contestés : îles de San Andrés, Providencia et Quinta Suano, revendiquées par le Nicaragua. Différend frontalier maritime avec le Venezuela sur le golfe du même nom.



Source : L'Etat du monde 2001, La Découverte. Boreál



Emplois d'été AVIS IMPORTANT aux employeurs

Placement carrière-été est un programme de subventions salariales qui permet aux employeurs d'embaucher des étudiants pendant l'été pour une période de 6 à 16 semaines. Les employeurs des secteurs public et privé et les organismes sans but lucratif sont invités à présenter leur demande au plus tard le

2 avril 2002*

Le programme vise à fournir aux étudiants une expérience de travail liée à leur champ d'études. Les demandes seront évaluées en fonction de la qualité de l'encadrement offert, des priorités locales et régionales et du budget disponible.

Pour soumettre votre demande ou obtenir plus de renseignements sur ce programme, veuillez communiquer avec votre bureau local de Développement des ressources humaines Canada ou composer le 1 800 935-5555.

Par Internet : www.drhc-hrhc.gc.ca

* Pour les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, la date limite pour présenter une demande est le 9 avril 2002.



Développement des
ressources humaines Canada

Human Resources
Development Canada

Canada



Solidarité Populaire Estrie

187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
TÉL. : (819) 562-9547

Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse



Une chorale des Philippines à Sherbrooke!

À quelques semaines d'avis, un projet des plus intéressants tombe entre les mains du *Cojité* : celui d'accueillir à Sherbrooke une chorale de jeunes filles des Philippines. Motivé à l'idée de recevoir ici des jeunes d'une autre culture, le *Cojité* se lance tête première dans la planification et les préparatifs!

Eh quels préparatifs! En effet, monter un spectacle à trois semaines d'avis n'est pas de tout repos! Mais l'occasion était trop belle puisque la chorale Kaibigan, en tournée au Québec pour souligner le 20^e anniversaire de la Fondation Jules et Paul-Émile Léger, ne passerait pas deux fois.

Chants d'ici et d'ailleurs

Ainsi, en collaboration avec le Carrefour de solidarité internationale (CSI), le *Cojité* devait trouver un endroit où loger et nourrir les 19 jeunes filles et leurs interprètes en plus d'une salle pour le spectacle et d'un autre choeur qui assurerait la deuxième partie et le tout... gratuitement! Un véritable tour de force en quelque sorte! Mais grâce à la précieuse collaboration des *Soeurs de la Présentation de Marie* et de l'ensemble vocal *Tiens, Tiens, Tiens!*, il a été convenu que la chorale serait hébergée et chanterait à la Maison Rivier, en compagnie de l'ensemble vocal du Collège de Sherbrooke. Pour sa

première activité d'envergure, le *Cojité* ne pouvait pas mieux choisir, lui qui a comme but de susciter la solidarité entre les jeunes d'ici et d'ailleurs en favorisant, entre autres, l'échange interculturel. Ainsi, des jeunes de la région sont restés après le spectacle afin de partager quelques instants avec les gens des Philippines.

Ces jeunes filles de 10 à 17 ans, remplies de sourires et de vie, participent au programme de la Fondation Kaibigan, mot philippin qui signifie ami+. La Fondation, parrainée par les Oeuvres du Cardinal Léger, les accueille et les aide à cheminer malgré la pauvreté. La chorale devient pour elles une façon honorable de gagner des sous tout en sensibilisant le public à la réalité des enfants défavorisés. Puisque des enfants sans famille et sans le sous, les Philippines en comptent plus qu'il n'en faut. En effet, plus de 2 millions de personnes, principalement des enfants et des adolescents, vivent dans la rue. Manille, la capitale, en compte plus de 100 000



Photo : CSI

La chorale Kaibigan des Philippines en spectacle en décembre 01

à elle seule. Pour survivre, ces enfants vendent des fleurs, des journaux... et parfois se vendent eux-mêmes. La Fondation Kaibigan leur offre de l'aide sous différentes formes : écoute, éducation, soins de santé préventifs et curatifs, en plus de fournir un lieu où ils peuvent créer et s'amuser. Ainsi, on y retrouve des classes de sport, d'art dramatique et de chant.

Le *Cojité* est très fier de cette activité qui a permis à de futurs stagiaires et à un public chaleureux de découvrir un visage de la culture philippine; le mélange de chant traditionnel philippin et de quelques chansons québécoises rassemblant, le temps d'une soirée, deux continents éloignés.

Chantale Dumont, stagiaire OCI. Membre du *Cojité*, CSI

LA JOUEUSE DE GO

SHAN SA

MANDCHOURIE, 1936. DEPUIS 1931, le pays envahi par l'armée japonaise, subit les affres de la guerre. Pendant que les combats font rage, Chante de nuit, dans la fleur de ses 16 ans, est devenue une redoutable joueuse de go - un jeu pourtant réservé aux hommes - et la seule femme admise place des Mille Vents, où elle reste invaincue devant ses adversaires.

LE HASARD Y AMÈNE bientôt un jeune officier japonais. Lui et l'adolescente chinoise entament dès lors une partie qui s'étalera sur des jours. Métaphore de la guerre, cette partie de go évoque aussi la lutte millénaire que se livrent deux cultures, chacune étant persuadée de sa supériorité et de sa grandeur. Entre les deux adversaires s'installe en outre un lien profond, qui ne se traduira cependant jamais par des mots.

CETTE FACULTE À SUGGÉRER, à explorer les zones de l'indicible constitue justement la force de l'écriture lyrique de Shan Sa. De fait, avec *La joueuse de go*, son troisième roman, l'écrivaine née à Pékin est loin de proposer une banale histoire d'amour. Elle nous permet de pénétrer un monde méconnu, voir énigmatique, et y campe une très belle figure féminine sans cesse consciente de vivre à « une époque déchirée entre la tradition et la modernité ». Mais l'époque est en guerre, hélas, et cette dernière donnera à Chant de nuit et à son officier japonais la dimension de héros aussi tragiques que poignants.

SA, Shan, *La joueuse de go*. Grasset, Montréal, 2001, 350 p.

Source : *La Gazette des femmes*, janvier-février 2002, Francine Bordeleau

Sourires de loup

ZADIE SMITH

ZADIE SMITH, NÉE EN 1975 près de Londres dans une famille d'origine caraïbe, apparaît comme l'une des grandes révélations de l'année 2001-2002. *Sourires de loup*, premier roman d'une maturité rare et qui a valu à son auteure plusieurs prix, sonde la très multiethnique société britannique à travers les destins croisés des familles Iqbal, Jones et Chalfen. Samad Iqbal quitte le Bangladesh en 1973 et rejoint en Angleterre Archibald Jones, son ami depuis la Seconde Guerre mondiale. Le premier a des jumeaux, Magid et Millat, le second un fils nommé Irie. Les enfants connaissent un parcours chaotique. Ainsi, à neuf ans, Magid est envoyé au Bangladesh afin d'y recevoir une éducation traditionnelle et en revient plus anglais que les Anglais tandis que Millat, resté en Angleterre, se lie à un groupuscule islamiste décidé à châtier l'Occident débauché. À ces thèmes

des plus actuels que constituent l'immigration et le fondamentalisme se greffe celui, tout aussi important, de la génétique, domaine de Marcus Chalfen, un intellectuel libéral qui tente d'atteindre la perfection en éliminant le hasard inhérent à la création. Zadie Smith aborde ces questions en multipliant les points de vue (Samad, Archibald, Irie) et en effectuant de savants retours dans l'histoire des Caraïbes et du sous-continent indien. Il en résulte une fresque inoubliable où l'érudition rivalise la satire, et à laquelle de nombreuses considérations philosophiques et sociologiques donnent une exceptionnelle densité.

SMITH, Zadie, *Sourires de loup*. Gallimard, 2001, 544 p.

Source : *La Gazette des femmes*, janvier-février 2002, Francine Bordeleau

S'abonner c'est
se donner les moyens
de mieux s'informer

Abonnement régulier 15 \$
Institutions, organismes 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$
pour _____ abonnement(s) adressé à :

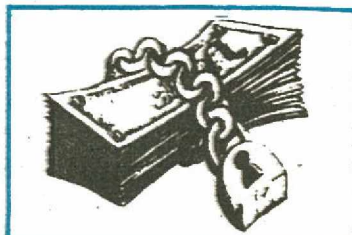
Entrée Libre

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____



LE FINANCEMENT
DES
GROUPES
POPULAIRES

Recherchons équipiers et équipières

Se joindre à l'équipe d'Entrée Libre
permet de s'impliquer
humainement et socialement.

CONTACTEZ-NOUS : 821-2270